

ESPACES PUBLICS

ESPACE(S), TERRITOIRE(S), CULTURE(S)

Pour citer cet article

Bazin Hugues, « Espace(s), territoire(s), culture(s) » in Macadam jeunesse: La rue, espace criminogène pourquoi, Harmattan, 2012, (Les Écrits de BUC Ressources), pp 30-36.

Notes de la rédaction

Intervention à la Journée d'étude « Macadam jeunesse. La rue, espace criminogène ? » 26 avril 2011, organisée par BUC Ressources / CRF de Gif-sur Yvette.

Résumé

L'espace public est d'abord un espace à partager. Il existe une maîtrise d'usage de ceux qui pratique l'espace urbain dans une co-construction de l'espace. Il convient de faire confiance à l'autorégulation plutôt que d'exclure les gens de la rue. Autrement dit, la rue, la jeunesse, l'espace urbain sont plus des solutions que des problèmes...

Table des matières

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il me paraît important de situer mon approche. Ma démarche est une démarche de recherche-action qui a pour principe d'essayer d'outiller les acteurs pour qu'ils s'approprient les outils de la recherche et développent une production de connaissance sur les questions qui les préoccupent. Un chercheur ou un spécialiste, avec tout son savoir, sa culture, sa technique, est confronté à des situations complexes auxquelles il ne peut pas répondre seul. La façon d'y répondre est d'impliquer les acteurs en leur permettant à la fois d'entamer un travail réflexif, notamment par une démarche autobiographique, en se prenant soi-même comme matériau de recherche, et d'expérimenter des projets sur le terrain. En évaluant ces expérimentations, on produit de la connaissance. Autrement dit, la rue, la jeunesse, l'espace urbain sont plus des solutions que des problèmes. S'il y a une solution, ceux qui sont le mieux placés pour la trouver sont les acteurs en créant les conditions d'une distance sur leurs propres pratiques. L'approche holistique refuse de segmenter l'individu en différentes couches (la santé, le social, l'éducation, la culture, etc.), car ce serait l'appréhender comme un être brisé en morceaux au lieu de le considérer comme un être humain à part entière. C'est une manière de dire que la rue est un système vivant, qu'elle ne se réduit pas à des espaces parcourus par des individus, qu'elle est un écosystème qui détient en lui-même ses propres lois de régulation indépendamment d'autres systèmes. L'intérêt mais aussi l'ambiguïté de la rue est que cet écosystème est souvent en marge, en lisière entre public et privé, entre espace et territoire, entre le légal et l'illégal. Cependant, tout en étant en marge, cet écosystème permet au système dominant de progresser et de se transformer ; malgré une part difficile à contrôler, il est même nécessaire au système dominant.

Il y a peu de temps j'ai assisté à une scène dans un espace public, en l'occurrence la place centrale d'une ville de province. Le regard indifférent verrait simplement une foule anonyme ; le regard qui s'attache aux différents acteurs de la rue discernera au moins trois groupes. On pourrait appeler le premier groupe une foule déambulatoire, celle qui profite du beau temps pour regarder les vitrines et profiter du centre-ville, pour s'insérer dans l'espace public dans un anonymat partagé et une inattention polie, un groupe attentif à être inattentif, l'espace public étant alors un lieu où les gens se retrouvent sans obligatoirement se rencontrer. Un autre groupe, qui est au premier plan, est composé de personnes portant des casquettes, qui se différencient sans forcément se faire remarquer. Il se trouve que ce sont des danseurs de hip-hop en train de faire une prestation de break dance. Ce cercle fermé qui a ses propres codes publicise sa culture, c'est-à-dire qu'il investit l'espace public pour y diffuser un message. Plusieurs pratiques urbaines, comme le skate et le graffiti, occupent l'espace public pour s'y développer. Enfin, un troisième groupe, situé en arrière-plan, est formé de « routards », de gens qui sont dans une logique de mobilité et qui, à l'inverse des breakers, en quelque sorte privatisent l'espace public, construisent un espace un peu autonome pour vivre dans l'espace public.

Cette scène nous incite à nous poser la question de la cohabitation de gens différents ou qui ont des stratégies différentes. Pour que cet écosystème soit viable et sécurisé, il faut qu'il soit rempli. Cela peut sembler évident ; pourtant, la logique sécuritaire actuelle tend plutôt à vider l'espace. S'il n'y avait qu'un seul groupe, leur présence serait perçue comme une insécurité. La coexistence de

différents groupes crée au contraire un phénomène de régulation. Une tentation existe visant à supprimer les formes de privatisation de l'espace, par exemple avec des arrêtés contre la mendicité. Mais le fait de déroger à la loi implicite de l'espace public ne signifie pas forcément qu'il s'ensuit des problèmes. Il convient de faire confiance à l'autorégulation plutôt que d'exclure les gens se différenciant de l'écosystème, car cela les marginalise. Je ne crois pas que ce soient les caméras de vidéosurveillance qui sécurisent l'espace ; avant tout, c'est la présence humaine qui garantit la sécurité : rien ne vaut la présence des poinçonneurs dans les transports.

Pour compléter notre scène d'espace public, ajoutons les personnes sans domicile fixe. Leur situation se caractérise par la difficulté de poser une frontière entre le privé et le public. La seule forme privée de ces individus est leur propre corps. Ils sont dans une culture de survie. Les zonards, eux, jouent sur des espaces à la fois publics et privés, ils sont dans une culture du squat, d'occupation d'espaces intermédiaires, interstitiels. Les breakers ne vivent pas dans la rue, ils sont plutôt dans une culture d'intervention dans l'espace public. Différentes pratiques culturelles se côtoient dans la rue et peuvent se croiser par moments.

Une autre question est celle du rapport entre espace et territoire. Georges Perec, auteur notamment d'Espèces d'espaces et de Tentative d'épuisement d'un lieu parisien, livre pour lequel il s'est rendu place Saint-Sulpice à Paris et a noté tout ce qui s'y passait pendant quelques jours, écrit que « vivre, c'est passer d'un espace à un autre en essayant le plus possible de ne pas se cogner ». Cela me semble une très bonne description de l'espace. Une autre manière de le décrire est de dire qu'il est une construction sociale. En effet, il ne devient un espace que lorsqu'il est habité par des êtres humains et que ces êtres humains sont en mouvement, en interaction, dans une culture d'échange. Cependant, la culture de l'espace entre à un moment donné en tension avec ce qu'on pourrait appeler une culture territoriale. En se promenant, à la ville comme à la campagne, on se heurte parfois à des barrières. Le territoire est un espace délimité par une frontière. La France est d'ailleurs l'un des pays les plus segmentés territorialement, comptant environ 36 000 communes et plusieurs autres collectivités (cantons, pays, agglomérations, etc.), alors que dans les autres pays européens les autorités territoriales ont plutôt tendance à être regroupées. Chaque territoire pose ses prérogatives par rapport à un autre territoire. Cela empêche non seulement une culture de la mobilité, mais en plus cela crée parfois des problèmes importants en termes de gestion et de développement, puisque chacun défend son territoire. En même temps, cette culture du territoire est liée à une histoire patrimoniale, à des racines qui s'opposent à une culture de la relation.

Le lieu où s'articulent ces deux cultures est justement la rue, qui est souvent utilisée comme une frontière entre les quartiers, entre les communes... On oublie qu'avant d'être sédentaires on a été nomades pendant des milliers d'années. Sans insister sur la question des gens du voyage, qui est souvent avancée dans l'actualité politique, je ferai remarquer la confrontation entre une culture du voyage et une culture du territoire. Les communes ont l'obligation d'accueillir les gens du voyage, mais cela n'est pas sans entraîner des tensions. Ces personnes se posent en général dans les interstices, qui ne sont pas tout à fait des espaces publics, qui appartiennent souvent à quelqu'un, qui sont des espaces vacants, des terrains vagues, des friches industrielles, des espaces qui ne sont pas affectés pour l'heure à une fonction. Il y a quelques siècles voire quelques décennies, la rue était également un espace de vie au-delà de la distinction entre sphère publique et sphère privée, un lieu où vivait toute une faune de travailleurs, de mendiants, de chiffonniers, remplacés aujourd'hui par les « biffins » qui vivent de la récupération, qui ont adopté ce mode de vie notamment à cause de la précarité, et qui n'ont pas vraiment d'espace pour exposer et vendre leurs objets, parce que la rue n'est plus obligatoirement aujourd'hui un lieu de négociation, un lieu où se négocie une marge entre le privé et le public, de sorte qu'occuper la rue signifie être en infraction. Ce mode de vie était pourtant développé auparavant et il est une nécessité vitale maintenant pour un certain nombre de personnes. Vendre dans la rue peut créer aussi des tensions avec les riverains qui voient cette présence comme une intrusion sur le territoire. La rue est un espace perpétuellement négocié, où il s'agit de trouver une place possible par exemple entre la légalité et l'illégalité, sans penser tout de suite à l'exclusion, d'autant que l'espace négocié peut transformer la société et que tout le monde peut en bénéficier.

Je vais à présent mettre en relation deux perceptions, l'une journalistique, l'autre sociologique pour évoquer l'esthétique des graffitis. La première explique que ces graffitis correspondent à un marquage territorial, à une forme de ghettoïsation, et qu'ils sont le symptôme d'une jeunesse peu fréquentable. Pour la vision sociologique au contraire, ces formes culturelles permettent d'être mobile, de passer d'une culture du ghetto à une culture de l'espace et de l'échange, et de développer une culture universelle. Les deux regards n'ont qu'en partie raison. Pour rester dans la pratique du hip-hop on peut la considérer à la fois comme une pratique territorialisée, non dénuée parfois de violence, et comme une activité créative transterritoire, si bien que la créativité et la territorialité ne sont pas contradictoires, car c'est dans l'articulation entre les deux que se construit justement la culture. Un responsable municipal qui organisait un festival de culture urbaine et qui rencontrait quelques problèmes de violence (des jeunes se bagarraient au pied de la scène où se trouvaient des rappers et des danseurs), me disait clairement qu'il distinguait les « bons » des « mauvais » jeunes, les bons étant ceux qui étaient sur scène, les mauvais ceux qui se bagarraient et

qui reproduisent les conflits entre les quartiers. J'expliquai que c'étaient les mêmes jeunes, qu'ils venaient des mêmes territoires, que certains équipements de quartier étaient devenus des blockhaus dans lesquels on ne pouvait pas entrer sauf à être en association avec un projet – comme si tous les adolescents avaient un projet et étaient dans une association –, bref qu'il était difficile pour ces jeunes de se réunir dans l'espace public. Dès lors, on peut estimer que c'est l'absence d'espaces qui crée la violence, non leur ouverture. On ne peut pas organiser un festival de hip-hop et en même temps verrouiller les structures de proximité ; il faut articuler la forme artistique et la forme territoriale : ce sont les deux faces d'une même réalité.

Nous avons travaillé sur d'autres écosystèmes à Paris, en l'occurrence des jardins partagés. Il arrive que les habitants négocient avec la municipalité des espaces qui sont temporairement inoccupés et sans fonction. Une artiste suisse est intervenue dans un quartier pour faire une œuvre végétale, que les habitants se sont appropriée pour y faire des jardins. Cela a surpris l'artiste, qui voyait dans cet espace une dimension essentiellement artistique. Mais le malentendu est intéressant en ceci qu'il révèle que les habitants se réapproprient l'espace et le mettent en valeur autrement. Ils essaient par ailleurs de négocier un endroit dans un bois pour y faire de l'agriculture et de la culture (ateliers, expositions, fêtes). La ville se développe à ces interstices ; et une ville qui n'a plus d'interstices est une ville morte.

Quand les fortifications de Paris ont été détruites, cela a laissé place à ce qu'on a appelé la « zone ». La « zone » est un lieu de foisonnement culturel, où sont nés Django Reinhardt et d'autres artistes célèbres, où venaient des travailleurs qui ne pouvaient pas habiter Paris. Sur cette ancienne zone se sont construits des HBM et des équipements comme des terrains de football. Sur certains des espaces restés vides un chapiteau, par exemple, s'est installé là, avec un sas entre l'intérieur et l'espace public, permettant de réguler les entrées, et propose un travail d'action culturelle. Il est intéressant de voir les habitants redécouvrir la notion de fêtes populaires par exemple dans le Nord de Paris en occupant l'espace autour du boulevard Ney, frontière qui sépare l'ancienne la zone du centre de Paris. De manière plus dramatique, cette frontière a été citée récemment suite à un problème à Gennevilliers entre deux quartiers. Certains journaux ont insisté sur le fait que les quartiers n'étaient séparés que par un boulevard, sous-entendu qu'il faudrait le fortifier comme une Muraille de Chine –, comme si la fortification de la frontière allait résoudre le problème. Nous savons ce qu'il en est des murailles, du Mur de Berlin, du Mur de l'Apartheid. Le devenir de tous les murs est à un moment donné de se casser. Plutôt que de renforcer une frontière entre les deux quartiers, on peut réfléchir de façon inverse et se dire comme certains des habitants qu'il fallait se réapproprier cet espace-là, qui de surcroît est le lieu d'extension de la ligne 13 de métro, ligne qui va des quartiers de Gennevilliers au Nord vers Paris au Sud. À la place de se focaliser sur un rapport est/ouest, peut-être faut-il réfléchir à un rapport nord/sud et voir comment on peut créer de la mobilité. La question des transports est ici fondamentale, d'autant plus qu'ils jouent aujourd'hui le rôle d'espaces publics et que ce sont les lieux les plus visités quotidiennement. Ils pourraient servir à réguler les tensions. Pour cela, il faudrait que les usagers ne soient pas simplement considérés comme clients, mais soient aussi acteurs de ces espaces-là. C'est un peu le sens d'une relation que nous entretenons avec un endroit de la Goutte-d'Or qui s'appelle l'Échomusée, qui en plus se trouve à l'articulation de trois rues, qui est un endroit privé mais qui est aussi ouvert sur la rue en constituant par une sorte de sas comme dans les maisons traditionnelles japonaises. À la différence des lieux culturels classiques qui proposent une programmation sans un espace de réappropriation, celui-ci permet aux acteurs du quartier de venir y construire un projet en occupant un espace.

Il existe par ailleurs des mouvements antipub, qui mènent un conflit dans l'espace public et qui contestent justement la marchandisation de l'espace. Ils prennent comme exemple le métro de Stockholm, où il n'y a pas de publicités. Ces mouvements, qui au départ étaient illégaux, portent un message qui peut être repris politiquement. Pour preuve, la mairie de São Paulo a décidé d'interdire la publicité dans la ville et de passer des commandes publiques auprès des graffeurs, ce qui est à mon avis beaucoup plus intelligent et ce qui en outre donne du travail à des artistes. De la même façon, la mairie de L'Île-Saint-Denis a eu l'intelligence il y a quelques années d'inclure des graffeurs dans la politique municipale, les consultant sur des questions de mobilier urbain, reconnaissant en fin de compte leur capacité d'expertise, plutôt que de les instrumentaliser uniquement dans un atelier ou de les pourchasser quand leurs actes sont considérés comme illégaux. Ainsi, ce qui est né à la marge peut par la suite influencer le système et contribuer au mieux-vivre ensemble.

Je terminerai en parlant d'une rencontre avec Naïm Bornaz, qui est un rappeur. Il est aussi un « street rider » selon la technique du parkour. C'est un art du mouvement, une manière de jouer sur les obstacles, qui ne dégrade pas l'espace public, qui est aussi une façon pour les acteurs de se réapproprier l'espace. Naïm développe une philosophie de vie en lien avec cette réappropriation. Il conteste la marchandisation de l'espace public, lequel est d'abord un espace à partager. Je pense ainsi qu'il faudrait faire appel à ces experts qui ont une maîtrise d'usage de l'espace urbain, parce que la réponse est dans une co-construction de l'espace.